DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL D'ARVILLERS

L'an deux mille vingt-Cinq le Lundi 27 janvier, 20h30, le conseil municipal de la commune D'Arvillers, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en salle du conseil de la mairie, sous la présidence de M. COTTARD Yves.

Date de convocation du Conseil municipal : le 20 janvier 2025

Présents :

Monsieur Cottard Yves, Madame Douniol Alice, Monsieur Soilleux Quentin, Monsieur Brunel Michel, Monsieur Dacheux Frédéric, Monsieur Dumetz Pierre Gilles, Monsieur Noyon Mathias, Madame Moncond'huy Laetitia, Monsieur Boulanger David, Madame Vandamme Claire, Monsieur Lepère Bruno.

Absents excusés :

Madame Darras Mélinda, Monsieur Desrousseaux Éric, Monsieur Descamps Bertrand.

Pouvoirs :

Monsieur Desrousseaux Éric donne pouvoir à monsieur Cottard Yves

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte.

Madame Douniol est nommée secrétaire de séance.

1) Procès-verbal 15 Novembre 2024

Madame Douniol donne lecture du procès-verbal du 15 Novembre 2024. Ce dernier ne soulevant aucune objection, les membres du conseil municipal décident de l'approuver à l'unanimité.

2) Délibération : sommes admises en régie (coût de l'énergie-tarif appliqué) chèques assurance

Monsieur Le maire explique que la trésorerie à demander une délibération du conseil municipal pour intégrer les sommes du coût de l'Energie, les chèques de remboursement de sinistre et d'éventuels dons fait à la commune. Après délibération, les membres du conseil municipal décident à l'unanimité d'approuver les sommes découlant de dons, de remboursement de sinistre et du coût de l'Energie lors des locations de salles. Le coût de l'Energie sera fixé comme suit :

Electricité

Heure pleine 1KW = 0,1172 €

Heure creuse 1KW = 0,0703 €

Gaz

1M³ = 11,21€

1KW = 0,10€

3) Délibération : embellissement poste de transformation électrique

Monsieur le Maire explique avoir reçue de la part d'une administrée une demande à soumettre au conseil concernant l'embellissement du transformateur électrique se trouvant devant chez elle rue là-haut. En effet, ce transformateur n'offre pas une belle vue aux riverains. Ces travaux peuvent être financés à hauteur de 50% par Territoire Energie 80 et 50% par le concessionnaire. La commune peut être amenée à financer le

surcoût si le devis dépasse les plafonds habituellement pratiqués en fonction de la taille du poste et du nombre de faces à traiter. Il reste à charge de la commune :

Après délibération, il est procédé à un vote. Six conseillers souhaiteraient que le transformateur électrique soit repeint de couleur unie et six conseillers souhaiteraient un dessin sur le transformateur. Monsieur le maire prendra l'avis des riverains, principaux concernés pour départager. Les membres du conseil décident d'autoriser monsieur le maire à signer tous documents concernant l'embellissement du poste de transformation électrique. Les crédits budgétaires nécessaires seront inscrits au prochain budget en section de fonctionnement à l'article 615228.

4) Délibération : rapport de la délibération 35-2024 du 15 novembre 2024

Monsieur le maire explique avoir eu un courrier du contrôle de légalité qui demande à ce que le conseil municipal rapporte la délibération du numéro 35-2024 du 15 Novembre 2024 portant sur la création de deux emplois non permanents, entachée d'illégalité. Après délibération, les membres du conseil municipal décident d'approuver à l'unanimité l'avis du contrôle de légalité et rapportent la délibération numéro 35-2024 du 15 Novembre 2024.

5) Délibération : adhésion au service « missions temporaires » du centre de gestion de la Somme

Monsieur le maire explique que récemment deux agents ont été en arrêt maladie et que l'employé communal va bientôt être à la retraite. Durant l'absence des agents et il a fallu palier au surplus d'activité. Aussi monsieur le maire explique avoir reçu une proposition d'adhésion aux services « missions temporaires » du centre de gestion de la somme.

En effet, le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Somme anime un service de « mise à disposition de personnel » créé en application de l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Ce service du CDG 80 propose aux collectivités de rechercher puis mettre à disposition un personnel pour effectuer des remplacements d'agents titulaires momentanément absents, de les affecter à des missions temporaires (besoin saisonnier, accroissement temporaire d'activités) ou sur un poste momentanément vacant.

Monsieur le maire propose d'adhérer à ce service, facultatif, sachant que chaque demande de mission de la part de la commune fera l'objet d'une fiche de renseignement qui en précisera l'objet, la période et les éléments de rémunération, toutes pièces relatives au dossier puis au contrat de travail avec l'agent identifié et enfin d'une facturation mensuelle auprès de la collectivité. Toutes les formalités relatives au recrutement et au suivi de la mission sont assurées par le Centre de Gestion, employeur direct de l'agent affecté.

Le conseil Municipal après en avoir délibéré,

Décide :

- D'adhérer au service « mise à disposition de personnel » du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de la Somme, à compter du 1 Février 2025
- De donner mission à monsieur le maire pour solliciter ce service en fonction des besoins de fonctionnement de la collectivité,

- D'autoriser monsieur le maire à signer la convention d'adhésion d'une durée de trois ans,
- D'inscrire au budget les sommes dues au Centre de Gestion en application desdites conventions, le cas échéant.

6) Délibération : achat d'un véhicule et d'une remorque.

Monsieur le maire explique qu'il conviendrait de prévoir l'achat d'un véhicule et d'une remorque. En effet, à ce jour l'employé communal utilisait son propre véhicule et sa remorque. Aussi, il faut prévoir cet achat au budget 2025. Après délibération, les membres du conseil municipal décident d'approuver l'achat d'un véhicule d'occasion et d'une remorque ; Et donnent l'autorisation à monsieur le maire de signer tout document en rapport avec ces achats. Les crédits budgétaires nécessaires seront inscrits au budget 2025 en section d'investissement

7) Délibération : tennis club de rosières (demande de subvention)

Monsieur le maire explique avoir reçu une demande de subvention de la part du tennis club de Rosières. 4 personnes fréquentent ledit club. Après délibération, les membres du conseil municipal décident à l'unanimité de refuser la demande de subvention

8) Délibération : désignation d'un conseiller référent « lutte contre les violences faites aux femmes »

Monsieur le maire déclare avoir signé la charte de la « lutte contre les violences conjugales » auprès de la préfecture. Dans cette charte, il lui est demandé de désigner parmi les élu.es du conseil municipal, un ou une référent. e « lutte contre les violences conjugales » . Après délibération, monsieur Frédéric Dacheux se porte volontaire. Monsieur le maire autorise donc Monsieur Dacheux ainsi désigné à participer deux fois par an au groupe de travail du réseau départemental des acteurs en faveur des victimes de violences sexistes et sexuelles

9) Informations du maire : intégration dans l'actif communal de la parcelle cadastrée Z N°300, vote du jour des réunions, choix du nouvel employé communal.

- Monsieur le maire explique que la trésorerie lui a demandé d'établir un certificat administratif pour intégrer la parcelle Z N° 300 dans l'actif de la commune. La valeur de ladite parcelle est fixée à 2620€. Cette intégration vise à pouvoir encaisser les fonds.
- Monsieur le maire demande à ce qu'il soit procédé à un vote pour déterminer les futurs jours de réunion du conseil municipal.

Lundi : 2 voix
Mardi : 0 voix
Jeudi : 2 voix
Vendredi : 6 voix

Samedi Matin :1 voix

Le Jour des prochaines réunions sera donc un vendredi.

- Monsieur le maire indique qu'il a reçu plusieurs candidatures pour le poste d'employé communal. Certaines n'ont pas été retenues en raison du lieu du domicile des candidats, bien trop éloigné d'Arvillers. D'autres ont retenu son attention et il a commencé les entretiens. Un candidat sort du lot, reste les formalités d'embauche à faire.
- Monsieur le maire explique que lors des derniers arrêts maladie des agents, la commune a été intégralement remboursée par les assurances. Le contrat en cours avec le groupement RELYENS/ CNP s'achèvera le 31 décembre 2025. Aussi, le conseil d'administration du centre de gestion du 9 décembre 2024 a décidé de relancer une mise en concurrence en 2025 pour conclure un nouveau marché d'assurance du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2030. Aussi, Monsieur le maire demande aux membres du conseil municipal de bien vouloir délibérer afin de connaître leur intention de renouvellement ou non de la convention qui lie la commune avec les assurances statutaires.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

Vu la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986, pris pour l'application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Décide :

Article unique : La commune d'Arvillers charge le centre de gestion de négocier un contrat d'assurances statutaires auprès d'une entreprise d'assurance agréée pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2030.

S'agissant d'un contrat groupe ouvert à adhésion facultative, au terme de la consultation, La commune d'Arvillers aura la faculté de ne pas adhérer à ce nouveau contrat.

Ce contrat couvrira tout ou partie des risques suivants :

- Agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. :

Décès, accident du travail, maladie professionnelle, maladie ordinaire, longue maladie, longue durée, temp partiel thérapeutique, maternité-paternité-adoption

- Agents affiliés à l'I.R.C.A.N.T.E.C. :

Accident du travail, maladie professionnelle, grave maladie, maladie ordinaire, maternité-paternité-adoption

ET aura les caractéristiques suivantes :

Durée du contrat : 5 ans à effet au 01/01/2026

Régime du contrat : capitalisation

Nombre d'agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. recensés au 31/12/24 :3

Nombre d'agents affiliés à l'I.R.C.A.N.T. E.C. recensés au 31/12/24 :1

10) Questions diverses

- Monsieur le maire explique qu'il y a un problème de revêtement rue là-haut. Des fissures sur une partie de la route sont apparues. Celle-ci sera refaite à neuf avant la réception des travaux prévue début mars.
- Monsieur le maire annonce que les panneaux de sens interdit ont été commandés pour la rue Vergeaux.
- Il explique en suite qu'il doit rencontrer un expert pour le sinistre intervenu sur le clocher la semaine prochaine.
- Madame Moncond'huy demande si on peut faire quelque chose pour le grésillement de l'enceinte de l'église.
- Monsieur Dumetz pense qu'il faudrait laisser les lumières du village allumées toute la nuit.

Plus d'observation n'étant formulée la séance est levée a 21Heure 17